

<https://pierre-alainmillet.fr/Sortir-du-tout-marche-pour-un-plan>



Conseil de communauté du 13 février 2012

# Sortir du tout marché pour un plan d'action climat pour tousâ€!.

- Délibérations - Conseil métropolitain du Grand Lyon -

Date de mise en ligne : lundi 13 février 2012

---

Copyright © Blog Vénissien de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

---

## Intervention du groupe communiste et intervention citoyenne,

### Rapport n° 2754 Approbation du plan énergie climat

Monsieur le Président, chers collègues,

**Cette délibération est importante autant par les enjeux auxquels elle répond que par l'ampleur des actions qu'elle valide et de leur impact sur notre agglomération. Nous commenterons d'abord son approche des enjeux énergétiques et climatiques, puis le plan d'action pour notre agglomération.**

**Le changement climatique est une réalité pour des millions d'êtres humains confrontés non aux actions pour limiter demain la hausse des températures, mais à l'adaptation à un changement actuel qui dépassera la cible de 2°C sur laquelle les scientifiques alertaient les gouvernements. Et pourtant, il disparaît des unes médiatiques dans un contexte de crises qui bouleverse l'agenda politique, comme en Grèce. Et bien sûr, aucun gouvernement ne parle des émissions carbone quand il décide de la guerre ou de la paix.**

Ce rapport n'évoque pas les résultats de Kyoto, qui sont pourtant une leçon. Car les objectifs 2012 ne seront pas atteints, ni sur la planète, ni en Europe. Qu'en sera-t-il du facteur 4 ? Pire, les principales réductions d'émissions sont celles du désastre industriel de la conversion au capitalisme de l'ex URSS, et celles des crises économiques, notamment de 2008. La France a connu une baisse des émissions spectaculaire dans l'industrie avec -30%, mais par la désertification industrielle, passant de 8 à 3 sites de production d'aluminium, fermant la dernière aciérie de Lorraine. La production industrielle 2011 en volume est inférieure de 5% à 1990, avec des secteurs en forte augmentation dans la pharmacie, l'agroalimentaire, et d'autres en perte, notamment ceux à forte consommation énergétique.

Le modèle de Kyoto, celui du marché-roi, celui des quotas et des taxes est inefficace, sauf pour ouvrir la boîte de pandore des affairistes et spéculateurs qui se gavent sur les effets d'aubaine en grugeant l'habitant.

Dans ces conditions, la multiplication des effets médiatiques dans les rencontres internationales, les Grenelle et autres conférences européennes du climat, servent surtout à cacher l'incapacité des gouvernements à imposer des politiques publiques massivement orientées vers la réduction réelle des émissions et non leur délocalisation ! Que dire de l'Allemagne dont les émissions explosent avec l'arrêt du nucléaire qui conduit à relancer les centrales au charbon !

C'est pourquoi nous n'acceptons pas ces annonces répétées d'une hausse de l'énergie qui serait « naturelle », indépendante des choix politiques, alors qu'elle est organisée au profit d'une minorité, pour dépecer ce qui reste du service public au profit des opérateurs privés.

- La hausse du pétrole est due au maintien d'une forte consommation du transport et de la voiture et aux stratégies géopolitiques des grands groupes et de leurs alliés au Moyen-Orient, pas à l'épuisement par ailleurs réel des stocks.
- La hausse de l'électricité n'est liée qu'au choix de privatisation et de dérèglementation comme le souligne avec

franchise un rapport récent d'un organisme du MEDEF, et non pas au coût du nucléaire, contrairement à ce qui se répète souvent, la cour des comptes confirmant un coût total de 49,5€/MWh, presque les 46€ qu'annonçait EDF, 10€ au-dessus de ce que le gouvernement a imposé comme tarif d'achat par les concurrents d'EDF, que nous subventionnons donc, c'est confirmé !

- De fait, la stratégie des 3x20 a un non-dit. L'objectif prioritaire devrait bien être la réduction des émissions, par les économies, par l'augmentation des renouvelables ou par l'efficacité énergétique, et non comme le propose de fait le scénario Negawatt qui devrait s'appeler Negatom, la sortie du nucléaire. Nous répétons que dans les études sur le contexte de notre plan climat, il faut ouvrir le débat sur les modèles, les scénarios, par exemple en intégrant le scénario NegaTep et les alternatives au modèle économique du marché...

Mais nous notons très positivement que si les commentaires contextuels restent dans ce faux consensus du Grenelle, le plan d'action lui, est construit autour de cette question centrale de la réduction des émissions, et nous allons donc le voter avec plaisir :

- Avec un commentaire majeur sur la dimension industrielle, pour que l'agglomération s'inscrive résolument dans le refus de la délocalisation des émissions, et donc en plus des objectifs sur l'énergie industrielle, affirme la perspective de la reconquête industrielle, dans la vallée de la chimie, pensons à Arkema ou Veninov, dans l'industrie manufacturière, pensons à Brandt et à Renault Trucks, et dans des secteurs à reconstruire comme le textile.
- Avec une analyse urgente des besoins en électricité de l'agglomération et notamment du transport public et du fret de marchandises, alors que des centres informatiques sont aujourd'hui limités par l'incapacité d'ERDF à fournir la puissance demandée, quand l'électricité qu'ils consomment est principalement décarbonée.
- En soulignant l'importance de réussir l'observatoire proposé pour suivre le coût de la tonne de carbone évitée, coût qui passe pour l'exemplarité de l'institution de 30€/t pour les actions réalisées à près de 100€/t pour les actions proposées, qui atteint 230€/t pour les actions modes doux, mais est à coût presque nul pour le PLU ou les actions de changements de comportements. Nous reviendrons sur cette question pour les délibérations concernant le logement : L'objectif des 50KWh/m<sup>2</sup> dans l'ancien est-il réaliste en termes de coût de la tonne de carbone évitée ?

Après avoir remercié tous ceux et celles qui ont permis cette délibération, dans la diversité de leurs points de vues, [[1](#)], nous concluons sur deux dimensions politiques de cette démarche :

- D'abord celle de la citoyenneté. L'expérience FAEP confirme la capacité de mobilisation dans toute l'agglomération. La rencontre à mi-parcours ce 4 Février à Vénissieux constate encore une fois des résultats impressionnants et j'en profite pour féliciter les équipes dont la plupart dépassent l'objectif de 8% de baisse de consommation, et, permettez-moi cet aparté, celle de Vénissieux qui atteint 23%â€! Mais elle confirme aussi l'importance de permettre aux acteurs de construire chacun leur approche et leur priorité. Les pratiques de mobilité, de consommation sont des éléments de choix de vie pour lesquels il n'y a pas de modèle, et surtout pas de bons et de méchants. Loin d'un discours de culpabilisation, et sans oublier la sanction des incivilités, l'appel à la responsabilité individuelle ne peut reposer que sur la valorisation des expériences positives, dans le contexte de l'exemplarité des politiques publiques elles-mêmes.
- Enfin, celle des relations entre action communautaire et action communale qui interroge la conception de l'agglomération entre métropole intégrée et intercommunalité multipolaire. Les enjeux énergétiques et climatiques nécessitent à l'évidence de mobiliser toutes les forces, d'articuler l'action des communes, portant la légitimité politique du premier niveau de citoyenneté et de responsabilité collective, avec l'action de la communauté, portant la cohérence d'agglomération dans son développement urbain et économique. La mise en œuvre du schéma directeur des réseaux de chaleur peut être sur ce point un dossier exemplaire, associant actions des communautés et des communes [[2](#)].

[1] et j'ai eu l'occasion d'échanger avec le vice-président Bruno Charles sur nos points d'accord et de désaccord

[2] et j'ajoute en réaction à certaines remarques d'intervenants précédents, loin du modèle dépassé du « je ne veux voir qu'une tête »